

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE DE DEMAIN



Pour une alimentation végétale, locale, équilibrée,
durable et respectueuse des animaux

GREENPEACE



Le système alimentaire de demain

Nous vous invitons à voyager avec nous en 2050: à quoi ressemblera alors le système alimentaire en Suisse?

La population suisse consommera principalement des denrées alimentaires d'origine végétale produites localement. Notre agriculture sera fière de cultiver une grande variété de plantes adaptées à ses terroirs et lui assurant des revenus stables.

Les terres auparavant consacrées à la culture fourragère seront dédiées à la production de céréales, de légumineuses, d'oléagineux et de cultures résistantes destinées à l'alimentation humaine (conformément au principe «*Feed no Food*»: ne pas nourrir les animaux avec des denrées alimentaires). L'agriculture appliquera des méthodes agroécologiques et régénératives avec des cycles de matériaux fermés. Les semences de variétés adaptées au climat seront cultivées sans faire l'objet de brevets et sans être achetées aux multinationales de l'agrochimie et des semences. Cette utilisation efficace des terres permettra à la Suisse d'accroître sensiblement son taux d'autosuffisance alimentaire, malgré la croissance démographique.

Grâce à la mise en œuvre systématique du principe «*Feed no Food*», l'élevage jouera un rôle secondaire dans l'agriculture. Les poulets et les cochons seront exclusivement nourris avec des sous-produits inévitables de la transformation alimentaire, comme le marc, et élevés dans des conditions respectant leur bien-être. L'élevage intensif appartiendra au passé. Les vaches, les chèvres et les moutons vivront principalement dans les régions de montagne, où ils se nourriront des pâturages disponibles et de fourrage grossier (foin, herbe, paille, etc.). Leur nombre dépendra de la quantité de fourrage disponible localement.





- La Suisse comptant beaucoup moins d'animaux de rente, les émissions de gaz à effet de serre et les excédents de nutriments issus de l'agriculture auront fortement diminué. La diversité des plantes, des animaux et des micro-organismes aura augmenté. Après soixante ans, l'aération artificielle des lacs suisses pourra enfin être arrêtée. Les sols seront moins sollicités et leur résilience sera renforcée. La qualité de l'eau potable se sera améliorée.

Les activités de transformation et de distribution des denrées alimentaires seront décentralisées. Les exploitations agricoles vendront directement leurs produits ou les livreront à des entreprises de transformation locales collaborant avec des distributeurs locaux. Ces structures garantiront aux producteur-trices des prix équitables.

Les denrées alimentaires issues de l'agriculture suisse, principalement d'origine végétale, constitueront la base d'une alimentation équilibrée et saine pour la population. Les céréales, les légumineuses et les légumes régionaux, de saison et issus de l'agriculture biologique joueront un rôle prépondérant et seront accessibles à toutes et tous. Les produits laitiers seront consommés plus rarement, tandis que la viande ne sera servie qu'en accompagnement lors d'occasions spéciales.

Une alimentation saine et responsable fera partie intégrante de l'éducation, y compris dans le cadre scolaire : les enfants découvriront la production et la transformation des aliments grâce à des jardins scolaires, à des activités culinaires et à des repas en commun.

Une alimentation équilibrée aura également des effets positifs sur la santé de la population: les dépenses de santé diminueront notablement.

Telle est notre vision qui montre à quoi pourrait ressembler un système alimentaire durable, coopératif et circulaire. **Une alimentation végétale, locale, équilibrée, durable et respectueuse des animaux. Pour que cette vision devienne réalité, il faut qu'à l'avenir au moins 60 % des protéines produites, vendues et consommées soient d'origine végétale.**

Table des matières

1. Un système alimentaire sain, décentralisé, diversifié et à dominante végétale	5
2. Viande et lait: une consommation stimulée par des intérêts économiques	6
3. Les produits d'origine animale au cœur de la politique agricole	9
4. L'industrie de la viande et des produits laitiers: une destruction systématique	11
5. Un besoin d'audace de la part de la grande distribution et des responsables politiques	14

1. Un système alimentaire sain, décentralisé, diversifié et à dominante végétale

Pour que nous et les générations futures puissions vivre en bonne santé et en sécurité sur le long terme, nous avons besoin d'un système alimentaire qui:

- soit durable et résilient en matière de sécurité de l'approvisionnement et de changement climatique;
- respecte les limites planétaires;
- permette d'atteindre l'objectif de zéro émission nette;
- ne transfère pas les effets négatifs, tels que la déforestation ou la pollution de l'eau, à l'étranger.

À la demande de Greenpeace Suisse, la Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW) a étudié les mesures nécessaires pour mettre en place ce système alimentaire dans notre pays. Le rapport scientifique qui en résulte constitue la base de la présente publication.

Le système alimentaire actuel en Suisse est fortement axé sur la production animale. Une poignée de grands acteurs contrôlent la transformation et le commerce des denrées alimentaires. Concrètement, Coop et Migros (y compris Denner) détiennent environ 80 % des parts de marché dans le secteur de la distribution alimentaire. Ces deux enseignes exercent également une influence considérable dans les domaines de la transformation et de la restauration.

Deux changements majeurs sont nécessaires pour permettre à l'agriculture suisse de nourrir la population de manière saine à long terme, tout en assurant une rémunération équitable:

- une transition vers un système alimentaire composé d'au moins 60 % de produits d'origine végétale;
- une décentralisation et une diversification de la transformation et du commerce.





2. Viande et lait: une consommation stimulée par des intérêts économiques

Le système alimentaire suisse est largement dominé par les produits d'origine animale, comme la viande, les produits laitiers et les œufs. La politique agricole favorise cette production: par exemple, 82% des paiements directs sont alloués à l'élevage¹. De son côté, le commerce de détail attire la clientèle dans ses magasins grâce à des publicités et des promotions sur ces produits. Tous ces efforts ont un effet sur la consommation: en 2024, la quantité de viande vendue en Suisse s'élevait à 49,86 kg par personne². La population suisse consomme ainsi environ trois fois plus de viande que les recommandations de la Confédération et de la Société suisse de nutrition.

2.1 La «meatification»: la consommation de viande augmente fortement

Il n'en a pas toujours été ainsi: en 1950, la consommation de viande en Suisse était d'environ 30 kg par an et par personne. Cette consommation a ensuite connu une progression considérable jusqu'aux années 1980, encouragée par des intérêts économiques et soutenue par les responsables politiques³. Avec la multiplication des supermarchés facilement accessibles en voiture, Migros et Coop ont pris de l'importance dans les années 1950, se livrant déjà à une concurrence féroce sur les prix. Comme tous les foyers ne disposaient pas encore de réfrigérateur, la viande

était un moyen d'attirer la clientèle presque tous les jours dans les magasins grâce à des promotions largement annoncées. Face à cette pression sur les prix, les boucheries et les associations se sont regroupées. Bell (Coop) et Micarna (Migros) sont ainsi devenus des acteurs incontournables du marché de la viande en Suisse⁴.

La viande, le lait et les œufs ont progressivement pris une place centrale dans notre alimentation. Le terme «*meatification*» ou «*viandification*» décrit ce changement radical survenu au cours des cent dernières années⁵.

2.2 Migros et Coop: des acteurs prépondérants

Les structures de transformation et d'exploitation mises en place à l'époque existent encore aujourd'hui et continuent de façonner le système alimentaire suisse. Les exploitations agricoles ne commercialisent directement qu'environ 5% de leurs produits⁶. Dans les chaînes de valeur de la viande et du lait, le marché est contrôlé par un petit nombre d'entreprises de transformation et un nombre encore plus restreint de distributeurs. La quasi-totalité des quelque 48 000 exploitations agricoles vendent leurs produits à Emmi, Cremo, Elsa (Migros), Bell (Coop) et Micarna (Migros). La population suisse achète principalement ses denrées alimentaires auprès d'un petit nombre de grands distributeurs⁷.

Graphique 1: Le goulet d'étranglement du système alimentaire



Plusieurs facteurs entravent la modification de ce statu quo:

- La dépendance au chemin emprunté: les entreprises de transformation et les exploitations agricoles ont investi des sommes considérables pour mettre en place les infrastructures actuelles.
- La politique: le cadre réglementaire actuel favorise l'élevage et les produits d'origine animale (voir le chapitre 3).
- Les incitations: le commerce de détail propose des promotions sur la viande pour attirer la clientèle dans les magasins.

La grande distribution ne détermine pas seulement l'offre, mais influence également les prix de consommation. Coop et Migros (y compris Denner) détiennent 80 % des parts de marché dans le commerce de détail. Compte tenu de ce duopole, le Surveillant des prix déplore une «concurrency pour le moins limitée».¹¹ **Coop et Migros exercent donc une influence déterminante sur l'alimentation de la population suisse.**

La part de marché croissante des hard-discounters (Lidl, Aldi) se traduit par une pression accrue sur les marges et des baisses de prix. Si des denrées alimentaires moins chères peuvent être perçues comme une bonne chose par les consommateur·trices, ce sont les exploitations agricoles qui en subissent les conséquences à long terme. Elles ne reçoivent que ce qui reste après que la grande distribution et les entreprises de transformation ont déduit leurs coûts et leurs marges. Cette part ne suffit pas toujours à couvrir leurs coûts de production.¹²

De plus, les baisses de prix dans le commerce de détail réduisent la compétitivité de la vente directe et des petits magasins. Alors que les prix de production sont publiés chaque semaine, la formation des prix dans la transformation et le commerce de détail manque totalement de transparence.¹³

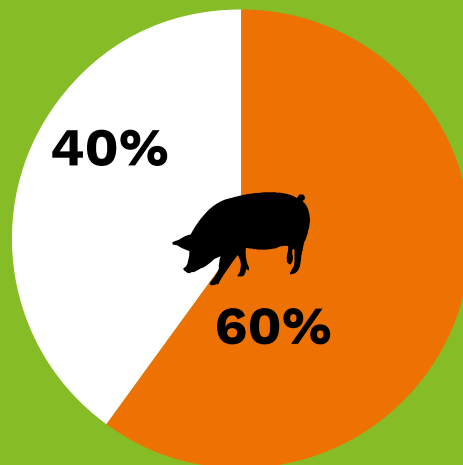
Qui gagne de l'argent sur nos denrées alimentaires?

La part des bénéfices de l'agriculture dans le secteur de l'alimentation est en baisse depuis le début du XXe siècle. De manière générale, cette part est d'autant plus faible que les produits sont transformés. En moyenne, les agriculteur·trices gagnent environ 12 %, les entreprises de transformation 22 %, le transport et le commerce 51 % et les autres secteurs 16 %. Dans le même temps, les ménages suisses consacrent une part de plus en plus faible de leur budget à l'alimentation. En 2023, celle-ci représentait à peine plus de 6 % du budget total des ménages.¹⁴

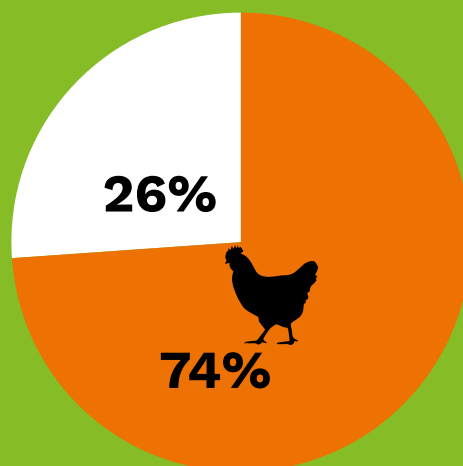
Graphique 2: Parts de marché de Coop et Migros sur le marché suisse de la viande

■ Coop, Migros
■ Divers

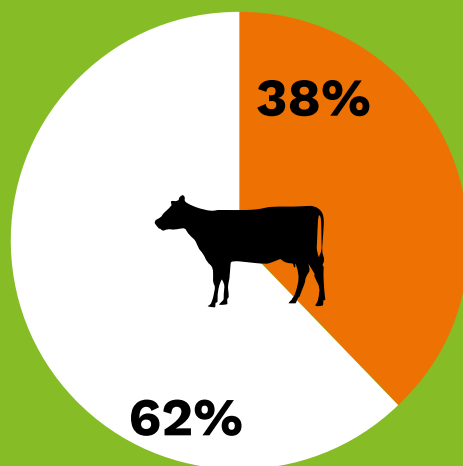
Viande porcine⁸



Poulet⁹



Viande bovine¹⁰



3. Les produits d'origine animale au cœur de la politique agricole

En Suisse, la politique influence le système alimentaire et le marché des denrées alimentaires à l'aide d'instruments de promotion qui agissent à la fois sur la production et la consommation. Si l'agriculture suisse produit de telles quantités de viande et de produits laitiers, c'est essentiellement grâce au cadre fixé par la politique agricole. En effet, presque toutes les mesures de promotion soutiennent la production de viande et de lait. Les instruments de promotion concernés sont les suivants:

- Les **paiements directs** sont des paiements complémentaires versés par la Confédération aux exploitations agricoles. La Confédération les accorde en particulier pour les produits de masse, comme la viande, le lait et le blé. En versant ces paiements, la Confédération soutient indirectement les entreprises de transformation industrielle et le commerce de détail, car ces derniers peuvent ainsi acheter les produits agricoles suisses à des prix plus avantageux¹⁵.

En 2024, la Confédération a versé 2,8 milliards de francs de paiements directs, dont 2,3 milliards (soit 82 %) ont été consacrés à la production de produits d'origine animale. Pour en bénéficier, les exploitations agricoles doivent notamment prouver qu'elles fournissent les «prestations écologiques requises», qui visent à garantir une agriculture respectueuse de l'environnement. Malheureusement, ces prestations ne suffisent

pas actuellement à protéger les ressources naturelles contre la surexploitation¹⁶.

- Dans le cadre de la **promotion des ventes**, la Confédération finance la publicité pour les produits agricoles suisses (à hauteur de 50 % au maximum). En 2024, elle y a consacré plus de 66 millions de francs. Plus de la moitié de cette somme est affectée à la promotion des produits d'origine animale (47 % pour les produits laitiers et le fromage, 8 % pour la viande). D'autres secteurs comme les céréales et les pommes de terre (1 % chacun) ainsi que les légumes et les fruits (1 % et 3 % respectivement) bénéficient d'un soutien nettement moins important de la part de l'État¹⁷.
- La **protection douanière** est un autre instrument de la politique agricole qui encourage et soutient la production nationale. Elle comprend les droits de douane, qui renchérissent les produits importés, et les contingents, qui limitent les importations sans droits de douane ou à des droits réduits. Or, ce sont les produits laitiers (187,5 % en moyenne) et la viande (96,7 %) qui sont soumis aux droits de douane les plus élevés. À l'inverse, il n'existe pratiquement aucune protection douanière pour des cultures moins répandues, comme l'avoine ou les féveroles. Cela s'explique par le fait que ces cultures ont principalement servi à l'alimentation animale ces dernières décennies et qu'il existe une volonté politique de permettre l'importation de fourrage à bas prix¹⁹.

Politique agricole 2030+: la transition protéique, un sujet tabou

Sur mandat du Parlement, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) élabore actuellement une proposition sur l'avenir de l'agriculture suisse. La politique agricole 2030+ définira les règles et les mesures de soutien qui s'appliqueront à l'avenir, par exemple en ce qui concerne l'utilisation d'engrais, la protection du climat ou les paiements directs.

Or, bien que la science démontre clairement qu'une transition vers un système alimentaire principalement végétal constitue le moyen essentiel

pour atteindre les objectifs du Conseil fédéral en matière d'environnement, de climat, d'alimentation saine et d'auto-suffisance alimentaire²⁰, les mesures efficaces à cet effet sont taboues dans les discussions actuelles sur la politique agricole 2030+.

Dans le cadre du processus politique, une convention d'objectifs est prévue entre la Confédération et les détaillants. Une telle convention permettrait de responsabiliser cet acteur central de la chaîne de valeur. Pour y parvenir, cette convention devrait fixer des objectifs concrets, ambitieux et contraignants, comme une part minimale de 60 % de protéines végétales dans les ventes.



4. L'industrie de la viande et des produits laitiers: une destruction systématique

Les deux chapitres précédents ont permis de comprendre pourquoi l'agriculture suisse produit autant de viande et de produits laitiers. La «*meatification*», c'est-à-dire l'augmentation massive de la production et de la consommation de produits d'origine animale, a toutefois des répercussions négatives tant au niveau local qu'à l'échelle mondiale. L'agriculture joue en effet un rôle déterminant dans l'état des paysages et des écosystèmes. Les émissions de gaz à effet de serre, les excédents de nutriments, l'intensification de l'exploitation des sols et l'utilisation de produits phytosanitaires ont un impact négatif sur la qualité de l'air, des sols, de l'eau, de la biodiversité et du climat. Une alimentation contenant nettement moins, voire pas du tout, de produits d'origine animale réduirait considérablement cet impact environnemental, améliorerait la santé humaine et animale et augmenterait le niveau d'autosuffisance de la Suisse.

Selon la stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050 de l'OFAG, **les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation pourraient**

à elles seules compromettre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré. D'ici 2050, l'empreinte climatique de l'alimentation devrait être réduite d'au moins deux tiers par rapport à aujourd'hui.

Environ un tiers du territoire suisse est constitué de surfaces agricoles utiles. Or, seuls 15 % de ces terres sont actuellement consacrés à la culture de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine. Les 85 % restants sont utilisés pour cultiver du maïs, du blé ou de l'herbe destinés à l'alimentation du bétail²¹. Si toutes les surfaces qui s'y prêtent étaient consacrées à la culture de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine, le taux d'autosuffisance alimentaire de la Suisse pourrait augmenter de 15 points, pour atteindre 65 %²². Malgré l'importance de la production fourragère en Suisse, l'élevage reste fortement dépendant des importations d'aliments pour animaux. En termes relatifs, ce sont surtout les volailles et les cochons qui ont besoin de grandes quantités d'aliments concentrés importés. Cependant, la production laitière et bovine nécessite elle aussi des importations de fourrage²³.



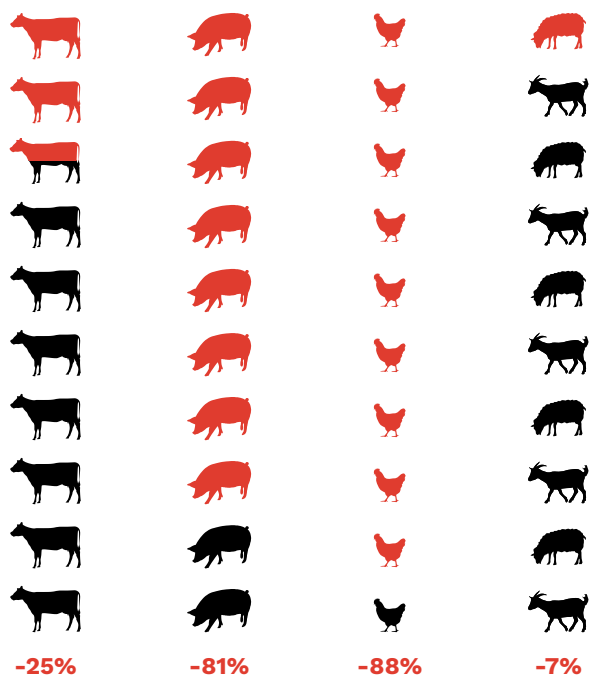
Un gaspillage de protéines

La production de denrées alimentaires d'origine animale est extrêmement inefficace. Selon l'espèce considérée, elle entraîne une perte de 50 à 90 % de l'énergie utilisée. Nous donnons en effet aux animaux des aliments concentrés, souvent des protéines qui pourraient être consommées par les êtres humains, mais que les animaux ne transforment en viande que de manière inefficace²⁷. Pour obtenir un kilogramme de protéines animales, il faut nourrir les poulets avec 2,9 kg de protéines et les cochons avec 4,5 kg²⁸. Dans le cas du cochon, cela correspond à une perte de 78 % de protéines. En d'autres termes, nous pourrions manger quatre repas au lieu d'un seul. Ces trois repas perdus font défaut dans notre alimentation et polluent l'environnement sous forme de lisier et de gaz à effet de serre.

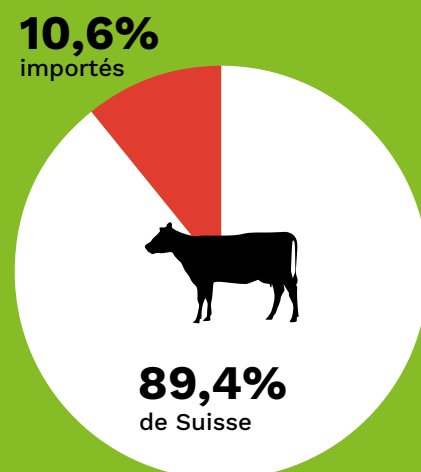
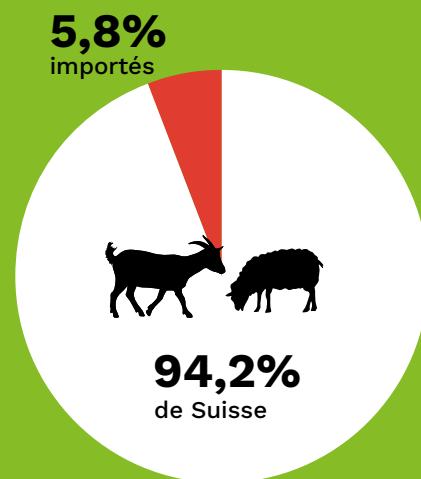
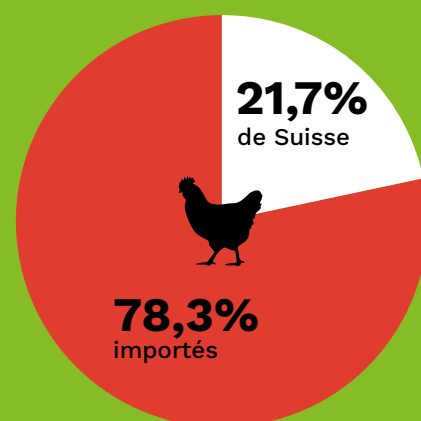
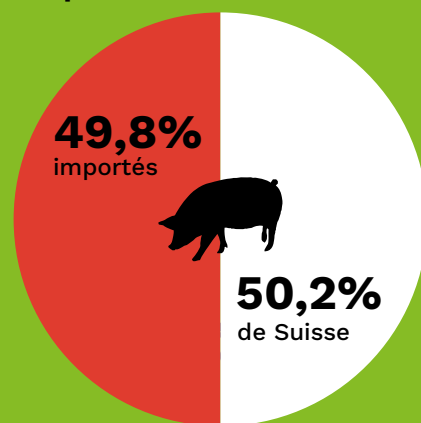
Dans un système alimentaire durable, nous consommerions davantage de protéines végétales nous-mêmes plutôt que de les donner aux animaux. Pour nourrir les animaux, nous n'utiliserions que les pâturages impropres à la culture de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine ainsi que des déchets. En Suisse, un tel système entraînerait une diminution importante du nombre d'animaux de rente, notamment de poulets et de cochons, car ces animaux sont principalement nourris avec des aliments concentrés.

Une étude publiée en décembre 2025 par l'Institut de recherche en agriculture biologique (FiBL) montre qu'une réduction du nombre d'animaux de rente permettrait d'accroître l'autosuffisance alimentaire de la Suisse et de diminuer considérablement l'impact environnemental de l'alimentation²⁹. Le graphique 3 illustre l'évolution des effectifs d'animaux de rente si l'ensemble des terres arables en Suisse étaient consacrées à la culture de plantes destinées à l'alimentation humaine.

Graphique 3: Évolution du cheptel dans le scénario «Feed-no-Food»



Part des importations de fourrage par espèce



La Suisse, un pays de pâturages?

Pour expliquer l'importance de l'élevage dans l'agriculture suisse, on évoque souvent le fait que le pays est recouvert de pâturages. La grande superficie de prairies permettrait ainsi de développer une production de lait et de viande adaptée aux conditions locales.

Cette affirmation repose toutefois sur trois hypothèses que nous avons brièvement vérifiées.

1. Les animaux de rente suisses se nourrissent principalement d'herbe:

seulement 62 % de l'alimentation des animaux de rente suisses provient des prairies suisses. Même pour les bovins, la part d'herbe suisse dans leur alimentation n'est que de 75 %³⁰. En volume, les bovins consomment également davantage d'aliments concentrés que les autres animaux de rente³¹.

2. Le fourrage grossier est produit sur des prairies naturelles qui ne se prêtent pas à la culture:

actuellement, 46 % du fourrage grossier provient de terres arables³². Une analyse historique et des projets pionniers montrent toutefois que les prairies et pâturages naturels actuels pourraient être utilisés pour la culture³³.

3. Le secteur de l'élevage est important pour l'autosuffisance alimentaire de la Suisse:

le taux d'autosuffisance du pays en produits d'origine animale est élevé. Cependant, sur le plan systémique, la production de produits d'origine animale est particulièrement inefficace (voir l'encadré «Un gaspillage de protéines»). Si les terres arables suisses étaient utilisées pour cultiver des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine et si les espaces verts appropriés étaient reconvertis en terres arables, le taux d'autosuffisance augmenterait de 15 points pour atteindre 65 %³⁴.

Les fourrages importés entraînent un excédent de nutriments dans les sols suisses. L'azote et le phosphore sont particulièrement problématiques. L'agriculture utilise ces deux éléments comme engrais. Cependant, deux tiers de l'azote se retrouvent actuellement dans l'environnement.²⁴ Les conséquences sont les suivantes:

- Dans les nappes phréatiques, les nitrates polluent l'eau potable et peuvent nuire à notre santé²⁵.
- Dans l'air, l'azote accroît la pollution par les particules fines.
- Dans les sols, les microbes transforment l'azote en protoxyde d'azote, un gaz particulièrement nocif pour le climat.
- Lorsque l'azote ou le phosphore pénètrent dans des écosystèmes sensibles comme les marais, ceux-ci sont surfertilisés. La diversité des organismes vivants diminue alors considérablement, voire disparaît complètement.
- Dans les cours d'eau, un excès d'azote ou de phosphore provoque une prolifération importante d'algues, ce qui entraîne un manque d'oxygène et la mort des poissons. La surfertilisation des cours d'eau n'est pas un problème nouveau en Suisse: depuis plus de quarante ans, cinq lacs suisses nécessitent une oxygénation artificielle pour éviter l'effondrement de leurs écosystèmes et la mort des poissons²⁶.

5. Un besoin d'audace de la part de la grande distribution et des responsables politiques

Un système alimentaire durable, qui prévoit 60 % de protéines végétales ne peut fonctionner sans l'adhésion de tous les acteurs de la chaîne de valeur. Les responsables politiques et le commerce de détail ont une responsabilité particulière à cet égard. C'est la raison pour laquelle nous leur demandons de prendre des mesures audacieuses et efficaces.

Exigences à l'égard du commerce de détail

- Un objectif protéique: d'ici 2035, au moins 60 % des protéines vendues devront être d'origine végétale.
- Plus de transparence: le secteur du commerce de détail doit mesurer chaque année la quantité de protéines végétales et animales vendues. Ces chiffres doivent être publiés de manière transparente et compréhensible.
- Des produits suisses écologiques: le commerce de détail doit proposer davantage de produits d'origine végétale issus d'une agriculture écologique suisse.
- Des prix équitables: le prix des produits doit refléter leur coût réel. Cela signifie notamment que les substituts végétaux ne doivent pas être vendus plus cher que les protéines animales.
- Un marketing responsable: le commerce de détail doit réserver la publicité, les promotions ou les réductions aux produits d'origine végétale provenant de Suisse.

Exigences à l'égard de l'administration fédérale et des responsables politiques

- Définir une politique alimentaire globale et cohérente qui fixe un cadre pour l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Élaborer une stratégie protéique qui augmente considérablement la part des protéines végétales dans l'ensemble de la chaîne de valeur, concilie les objectifs économiques, sanitaires et environnementaux, et veille à ce que la transition se fasse de manière socialement équitable.
- Pour la politique agricole 2030+, nous demandons de:
 - créer une base légale pour la convention d'objectifs avec le commerce de détail afin de la rendre contraignante à partir de 2030 (voir les exigences à l'égard du commerce de détail à la section «Politique agricole 2030+»);
 - prendre des mesures efficaces pour agir sur la consommation, par exemple en instaurant des incitations favorables à la santé et à la durabilité et en impliquant la restauration collective (cantines, hôpitaux, foyers, etc.);
 - transférer les subventions (paiements directs, promotion des ventes) des protéines animales vers les protéines végétales;
 - améliorer la protection douanière des cultures biologiques destinées à l'alimentation humaine;
 - développer les incitations à une utilisation efficace des ressources conduisant à une diminution du nombre d'animaux de rente;
 - mettre en place un fonds de transformation qui conseille et soutient les exploitations agricoles durant la phase de transition;
 - mettre en œuvre des mesures climatiques conformes à la stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050.

Sources

- 1 Schläpfer F. (2020). Coût et financement de l'agriculture. Vision Landwirtschaft. https://www.visionlandwirtschaft.ch/documents/31/CFA_Rapport.pdf
- 2 OFAG (2025). Rapport agricole 2025. Office fédéral de l'agriculture. <https://www.agrarbericht.ch/fr/marche/produits-animaux/viande-et-ufs>
- 3 Auderset, J. et Moser, P. (2023). Geschichte des Fleisches und des Fleischkonsums in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert. Ein Forschungsbericht. (Working Paper no 8 ; Afa-Working Paper). Archives de l'histoire rurale. https://www.histoierurale.ch/pdfs/Afa-Working_Paper_08.pdf
- 4 Auderset, J. et Moser, P. (2023). Geschichte des Fleisches und des Fleischkonsums in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert. Ein Forschungsbericht. (Working Paper no 8 ; Afa-Working Paper). Archives de l'histoire rurale. https://www.histoierurale.ch/pdfs/Afa-Working_Paper_08.pdf
- 5 Auderset, J. et Moser, P. (2023). Geschichte des Fleisches und des Fleischkonsums in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert. Ein Forschungsbericht. (Working Paper no 8 ; Afa-Working Paper). Archives de l'histoire rurale. https://www.histoierurale.ch/pdfs/Afa-Working_Paper_08.pdf
- 6 OFAG (2024a). Rapport agricole 2024. Office fédéral de l'agriculture. https://issuu.com/blw_ofag_ufag/docs/rapport_agricole_2024
- 7 Trachsel, S., Forrer, C., Grüter, R. et Bezzola, T. (2024, octobre). Tierische Produkte und ihre pflanzlichen Alternativprodukte im Vergleich: Preis- und Kostenstrukturen. <https://doi.org/10.21256/ZHAW-31683>
- 8 Gresset, F., Python, P. et Révion, S. (2017). Filière viande bovine. Agridea.
- 9 Python, P., Gresset, F., Révion, S. et Dani, L. (2022). Filière viande porcine. Agridea.
- 10 Aviforum (15 novembre 2024). Marché des œufs et de la viande de volaille 2023 (production indigène, importations, consommation). https://www.aviforum.ch/Portaldata/1/Resources/wissen/statistiken/fr/Statistiken_2023_24_f.pdf
- 11 Surveillance des prix (2023). Vorabklärung des Preisüberwacherns betreffend die Preise der (Bio-)Lebensmittel im Detailhandel. Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.
- 12 Gazzarin, C., Meier, L. et Zimmert, F. (2021). Rentabilité des exploitations d'engraissement de bovins et de porcs appliquant des normes plus strictes en matière de bien-être animal: les coûts supplémentaires sont-ils couverts? Agroscope Transfer, 399. <https://doi.org/10.34776/at399f>; Haas, T. et Hofstetter, P. (2017). La quantité de lait vendu et la part de pâture influencent le revenu du travail. Recherche Agronomique Suisse, 8(9), 356-363; Trachsel, S., Forrer, C., Grüter, R. et Bezzola, T. (2024, octobre). Tierische Produkte und ihre pflanzlichen Alternativprodukte im Vergleich: Preis- und Kostenstrukturen [71,application/pdf]. <https://doi.org/10.21256/ZHAW-31683>
- 13 Trachsel, S., Forrer, C., Grüter, R. et Bezzola, T. (2024, octobre). Tierische Produkte und ihre pflanzlichen Alternativprodukte im Vergleich: Preis- und Kostenstrukturen. <https://doi.org/10.21256/ZHAW-31683>
- 14 OFS (2025). Revenus et dépenses de l'ensemble des ménages selon l'année. Office fédéral de la statistique: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees.assetdetail.36192841.html>
- 15 Trachsel, S., Forrer, C., Grüter, R. et Bezzola, T. (2024, octobre). Tierische Produkte und ihre pflanzlichen Alternativprodukte im Vergleich: Preis- und Kostenstrukturen. <https://doi.org/10.21256/ZHAW-31683>
- 16 Scharrer, B. (2022). Fördert die Schweizer Agrarpolitik die Entwicklung einer nachhaltigen und standortgerechten Landwirtschaft ausreichend? Eine Analyse der aktuellen Instrumente, Zielkonflikte und des Handlungsbedarfs (Working Paper NRP 73 Project «Sustainable Trade Relations for Diversified Food Systems»). CDE, Université de Berne.
- 17 OFAG (2024a). Rapport agricole 2024. Office fédéral de l'agriculture. https://issuu.com/blw_ofag_ufag/docs/rapport_agricole_2024
- 18 Économiesuisse (2024). La politique agricole expliquée en dix points. <https://www.economiesuisse.ch/fr/dossierpolitique/la-politique-agricole-expliquee-en-dix-points-0>
- 19 Trachsel, S., Forrer, C., Grüter, R. et Bezzola, T. (2024, octobre). Tierische Produkte und ihre pflanzlichen Alternativprodukte im Vergleich: Preis- und Kostenstrukturen. <https://doi.org/10.21256/ZHAW-31683>
- 20 Conseil fédéral (2022). Orientation future de la politique agricole. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 20.3931 de la CER-E du 20 août 2020 et 21.3015 de la CER-N du 2 février 2021. <https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2020/20203931/Bericht%20BR%20F.pdf>
- 21 Grüter, R. (2024). IST-Analyse: Charakterisierung der Wiederkäuerhaltung der Schweiz. In «Zukunft Weide»: Chancen und Herausforderungen einer zukunftsfähigen Graslandwirtschaft. foodward Stiftung.
- 22 Müller A., Augustiny A., Amacker R., Walter A., Keller B. et Bosshard A. (2025). Vers une augmentation significative du degré d'autosuffisance avec un moindre impact environnemental. Recherche Agronomique Suisse, 16, 212-224. <https://doi.org/10.34776/afs16-212>
- 23 Agristat (2025a). Graphiques sur l'agriculture suisse. Part indigène des fourrages par espèce. Union suisse des paysans. [https://www.sbv-usp.ch/fr/service/agristat/graphiques#prettyPhoto\[gal18198\]-7](https://www.sbv-usp.ch/fr/service/agristat/graphiques#prettyPhoto[gal18198]-7) (consulté le 23.12.2025)
- 24 Siegwart, K., Schwarz, E., Blank, S., Wüest, M., Rohn-Brossard, M., Schneeberger, K., Steffen, P., Zimmermann, P., Jakob, M. et Stark, R. (2023). Environnement Suisse 2022. Rapport du Conseil fédéral. Conseil fédéral suisse.
- 25 OFAG (2024b, 11 décembre). L'azote dans l'agriculture. Office fédéral de l'agriculture. <https://www.blw.admin.ch/fr/azote>
- 26 Spiess, E. et Liebis, F. (2024). Nährstoffbilanz der schweizerischen Landwirtschaft für die Jahre 1975 bis 2022. In: Agroscope Science, vol. 198. Agroscope. <https://doi.org/10.34776/AS198G>
- 27 Mowi (2023). Feed conversion ratio of selected meat and fish worldwide. Statista. <https://www.statista.com/statistics/254421/feed-conversion-ratios-worldwide-2010/?srsltid=AfmBOooQV7lKhKb4litzWE7-qvhhqPvFuE8mKVLmKlKaJGKTo45fANZUw>
- 28 Mottet A. et al. (2017). Livestock: On our plates or eating at our table? A new analysis of the feed/food debate. Global Food Security, vol. 14, p. 1-8, ISSN: 2211-9124, DOI: <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2017.01.001>
- 29 Müller A., Augustiny A., Amacker R., Walter A., Keller B. et Bosshard A. (2025). Vers une augmentation significative du degré d'autosuffisance avec un moindre impact environnemental. Recherche Agronomique Suisse, 16, 212-224. <https://doi.org/10.34776/afs16-212>
- 30 OFAG (2024a). Rapport agricole 2024. Office fédéral de l'agriculture. https://issuu.com/blw_ofag_ufag/docs/rapport_agricole_2024
- 31 Agristat (2025b). Utilisation par catégorie d'animaux. Union suisse des paysans. [https://www.sbv-usp.ch/fr/service/agristat/graphiques#prettyPhoto\[gal18198\]-8](https://www.sbv-usp.ch/fr/service/agristat/graphiques#prettyPhoto[gal18198]-8)
- 32 OFAG (2024a). Rapport agricole 2024. Office fédéral de l'agriculture. https://issuu.com/blw_ofag_ufag/docs/rapport_agricole_2024
- 33 Jaisli, I., Buchmann, F., Forrer, C. et Grüter, R. (2025). Exploring mountain crops as an alternative to livestock production in the transformation of Swiss mountain agriculture. In Innovation and the Future of Rural Development in Europe – Understanding the Science-Society-Policy Interface from a Local and Regional Perspective. Palgrave Macmillan.
- 34 Müller A., Augustiny A., Amacker R., Walter A., Keller B. et Bosshard A. (2025). Vers une augmentation significative du degré d'autosuffisance avec un moindre impact environnemental. Recherche Agronomique Suisse, 16, 212-224. <https://doi.org/10.34776/afs16-212>



GREENPEACE

Impressum

Le système alimentaire de demain

Basé sur le rapport «Vision PLANT50. Für ein zukunftsfähiges Ernährungssystem der Schweiz: Pflanzlich-Lokal-Ausgewogen-Nachhaltig-Tiergerecht», Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), sur mandat de Greenpeace Suisse.

Greenpeace Suisse, mars 2026

Responsables de campagne: Barbara Wegmann et Nico Frommherz, Greenpeace Suisse

Autrice: Michelle Sandmeier

Traduction: Marc Rüegger

Graphisme: Franziska Neugebauer

Photos: © Franziska Neugebauer / Greenpeace (p. 1, 6), © Lucas Wahl / Greenpeace (p.3), © Gian-Luca Riner / Unsplash (p. 3), © Marc Meier / Greenpeace (p. 4, 8, 9, 14, 20), © Kelly Sikkema / Unsplash (p. 4), © Emile Loreaux / Greenpeace, © Fred Dott / Greenpeace, © Jean Wimmerlin / Unsplash (p.13), © Lukas W / Unsplash (p. 16) © Kamala Bright / Unsplash, (p. 17), © Lukasz Rawa / Unsplash, (p. 19)

Greenpeace Suisse, Badenerstrasse 171, Case postale, 8036 Zürich
suisse@greenpeace.org

Greenpeace finance son travail de défense de l'environnement uniquement par des dons de particuliers et de fondations. greenpeace.ch/fr/agir/dons
Compte pour les dons: IBAN CH07 0900 0000 8000 6222 8